



LA PHOTO

■ Ce petit vase en porcelaine de 16,5 cm de haut (dynastie Qing) a atteint dimanche chez Sotheby's à Hong Kong le prix le plus élevé jamais atteint lors d'une telle vente en Asie pour une œuvre d'art: 115.480.000 dollars de Hong Kong, soit quelque 12,4 millions d'euros.

LE CHIFFRE

+2%

■ Les dépenses en recherche et développement (R&D) des entreprises européennes n'ont crû que de 2% l'an dernier, alors qu'elles ont progressé de 7% aux États-Unis et en Asie, selon des données du ministère britannique de l'Industrie et du Commerce extérieur.

LA TENDANCE

■ Délaissant les cuves en inox, de plus en plus de fabricants de champagne font fermenter ou vieillir leurs vins dans de traditionnels fûts de chêne, donnant naissance à des produits haut de gamme dont les goûts surprenants séduisent la clientèle anglo-saxonne.

L'IDÉE

■ Le ministre flamand de l'Enseignement, Franck Vandenbroucke (SP.A), voudrait que les directions des écoles secondaires comprennent plus de personnes issues du secteur privé.

DEMAIN DANS L'ÉCHO

■ Pleins feux, en page Forum PME, sur les micro-crédits qui permettent à des demandeurs d'emploi de lancer une affaire. Dans Mon Argent, passage en revue des moyens de se constituer une poire pour la soif à la pension.

LE BONHEUR DES DÉCIDEURS

■ Peter Praet, économiste: «Le bonheur est multiple, comme des fenêtres s'ouvrant sur des moments heureux. Des moments de bonheur qui n'existent d'ailleurs pas sans le malheur. Hermann Hesse a raison quand il dit: «Tu ne sais rien de la sagesse tant que tu n'as pas fait l'expérience des ténèbres». L'être humain étant un «animal social», son habileté pour le bonheur consiste à être en harmonie avec lui-même et avec son environnement. Pour moi, cela implique notamment de bien faire mon travail de surveillant financier. Quand il y a quelque part dans le monde une crise financière, je me sens responsabilisé. Ma mission étant de réduire les risques financiers, je veille avec mes moyens à éviter les tragédies qui peuvent en découler. Beaucoup de gens croient que la finance n'a pas de valeur ajoutée dans l'économie; au contraire, je crois que le développement est lié à un bon fonctionnement du système financier.»



LE BONHEUR DES BELGES

de Anne T'Serstevens et Delphine Brasseur. À paraître le 4 novembre aux Éditions Soliflor. 380 pages. Réf. 775. Ce livre peut être commandé via L'Échos-hop. Tél. 02.526.51.49. Prix: 18,50 EUR.

ÉDITORIAL

Quelle Wallonie voulons-nous?

par Didier Grognon

Hier se tenait l'assemblée générale de l'Union wallonne des entreprises (UWE). Un moment important dans la vie économique et sociale de la Wallonie. Surtout cette année. À l'heure du «plan Marshall» et des revendications syndicales, le patronat pouvait difficilement faire l'impasse sur celles-ci et sur ses attentes personnelles. Plus de 1.000 patrons étaient réunis à l'Aula Magna de Louvain-la-Neuve. Le lieu

n'est pas innocent. Le lien entre université et entreprise doit être renforcé et les cours – et ce n'est pas uniquement le cas de l'université – mieux adaptés aux réalités du terrain.

Si un millier de patrons se sont retrouvés à Louvain-la-Neuve, c'est aussi, en ces temps de tensions entre partenaires sociaux, pour montrer leur cohésion et leur solidarité. Petits ou grands, connus ou non, devant faire face à une fronde syndicale ou pas, tous voulaient surtout montrer au monde politique qu'ils attendent un réel sursaut. Terminé le temps des démarchages «marketing» pour vendre le Contrat d'avenir pour la Wallonie; terminé le temps des évaluations par lesquelles chaque ministre pouvait estimer avoir bien travaillé. Il est plus que temps de se relever les manches et de foncer.

Si le patronat wallon estime que le gouvernement a répondu en grande partie à ses demandes via le «plan Marshall», il est évident aussi que ce dernier n'est pas la panacée. Contrairement à ce que disent

les représentants syndicaux, le plan n'est pas là pour faire des cadeaux aux entreprises ou aux patrons mais pour aider à changer les mentalités. Or, ces dernières semaines nous ont suffisamment démontré que ces mentalités étaient bien ancrées au sein de nombreuses institutions wallonnes. C'est sans doute là plus qu'ailleurs qu'Elio Di Rupo va devoir montrer sa volonté d'être réellement le «Premier» des Wallons. Un grand coup de pied dans la fourmière... Car, au-delà du monde économique et social, c'est le monde politique qui doit maintenant montrer la voie, l'ouvrir à tout le moins et laisser ceux qui veulent redynamiser la Wallonie travailler dans des conditions dignes de ce nom. Si le politique comprenait le sens même de sa mission – le bien public –, la Wallonie n'en serait pas à se traîner dans le fond des classements de toute nature (PIB, taux d'emploi, chômage...) mais serait une région fière et dynamique. À présent, il revient à nos «éminences» de montrer ce qu'elles veulent réellement pour demain... ■

PRIX

Callataÿ & Wouters innove: elle est l'Entreprise de l'année

Sa foi inébranlable dans l'innovation et les compétences humaines, son objectif de pérenniser et rentabiliser l'entreprise se concrétisent aujourd'hui en un trophée, très convoité, qui en est à sa dixième édition en Belgique francophone.

C'EST DONC à la société Callataÿ et Wouters que le jury, présidé par le président et directeur général de GlaxoSmithKline Biologicals, Jean Stéphane, a décerné, hier au Heysel en présence du prince Philippe, le prix de l'Entreprise de l'année 2005. Si le choix à opérer parmi les six finalistes ne fut pas évident, il apparaît que le spécialiste belge de l'informatique bancaire et financière répond le plus précisément aux critères de croissance, de rentabilité et d'indépendance financière. Il se place en effet, pour chacun des critères, en première ou deuxième position. Le succès de Callataÿ & Wouters est aussi induit par une stratégie de développement interactif judicieusement mise en place et sa reconnaissance dans ce domaine est en passe de s'accroître. Enfin, l'entreprise bruxelloise peaufine son plan de déploiement à l'international. Chiffres à l'appui – analysés par l'opérateur du concours Ernst & Young – ces atouts ont séduit les membres du jury.

En synthèse, ceux-ci se disent impressionnés par la capacité d'innover dans une activité de service, par une stratégie de développement marquée de succès et par les performances remarquables de l'entreprise bruxelloise. «On peut donc accéder à un tel prix dans une activité qui ne relève pas nécessairement des hautes technologies», conclut Jean Stéphane. En 1983, ils sont deux, Didier de Callataÿ et Godefroid de Wouters, à caresser un projet: la fourniture de progiciels et de prestations informatiques destinés au monde de la banque et de la finance. En une douzaine d'années, ils s'impliquent dans la consultance et la conduite de projets et, dès 1991, ouvrent une filiale au Luxembourg. En 1995, intervient le lancement du progiciel bancaire standard Thaler, suivi, en 2002, d'une nouvelle version. De 2002 à ce jour, des filiales de C&W s'ouvrent à Paris, Londres, Singapour, Genève et Ja-



Didier de Callataÿ reçoit le trophée Entreprise de l'année 2005.

karta. Et, en 2004, c'est l'accueil du 300^e collaborateur qui est fêté.

La situation de leur marché, l'administrateur délégué et directeur général, Didier de Callataÿ, la définit comme suit: «Il s'agit

d'un marché en augmentation. De plus en plus de grandes banques s'intéressent aux solutions standardisées. Les groupes bancaires s'y intéressent également. Afin de créer des synergies entre les différents pays où

ils sont actifs, ils ont besoin d'un système commun. Nous leur apportons une solution qui leur permet cette approche.» Les concurrents internationaux existent mais, sur le marché belge, Callataÿ & Wouters dé-

tiennent le leadership. L'un des tournants décisifs de l'évolution de la société réside dans le développement de Thaler, un logiciel devenu une véritable solution bancaire multi-plates-formes. De nombreux établissements fi-

nanciers à travers le monde utilisent aujourd'hui cet outil qui n'a de cesse d'évoluer.

Des efforts significatifs en R&D ont été mis en œuvre, parmi lesquels la création d'un centre de compétence des technologies orientées «objets». En 2000, deux nouveaux produits ont émergé: Kyudo, la solution de banque par internet développée conjointement avec Argenta Bank, et Teran, un outil d'analyse décisionnelle dédié à la banque et finalisé en partenariat avec les premiers clients que furent la Banque de Sao Paolo de Luxembourg et la Banque de la Poste.

Mais Callataÿ & Wouters, qui décline le mot «innovation» dans un maximum de langues, continue à élargir constamment son offre. Thaler a été complété d'un module couvrant les besoins spécifiques d'une compagnie d'assurances, en collaboration avec la compagnie Aras (filiale d'Argenta) qui a fourni les compétences du métier d'assurances; 33 banques ont opté pour cette solution informatique. Kuydo, pour sa part, a également vu son produit évoluer pour adopter une nouvelle version B2N (Business to Network).

«Impensable sans l'apport de compétences humaines de qualité», explique Didier de Callataÿ. Ils sont actuellement 350 universitaires en majorité, tous services et tous pays confondus, à assurer la pérennité de la société qui, conformément à la définition européenne, a désormais quitté le statut de PME. Elle réalise un chiffre d'affaires de 33,6 millions avec un résultat d'exploitation de 4,850 millions d'EUR. Son taux de croissance est de l'ordre de 20% par rapport à 2003.

Mais qu'est-ce que l'innovation pour une entreprise de services telle que Callataÿ & Wouters? «Sans innovation, nous sommes un acteur mort. Une innovation qui se porte aussi sur le marketing: il faut être reconnu au niveau international comme des gourous.» ■ Patricia del Marmol

PRIX DU JURY

Tenace, Thomas & Piron reçoit le Prix spécial du jury

De cette entreprise très active dans la secteur de la construction, on a presque tout dit. Pas assez cependant, puisqu'en dix ans, Thomas & Piron a réalisé le tour de force de répondre, durant six éditions du concours Entreprise de l'année, aux critères de sélection. Coup de chapeau aussi à l'adresse des

managers et de leurs collaborateurs qui, à six reprises, ont monté un dossier de candidature recevable voire éligible à la finale. Autant de bonnes raisons qui ont incité Ernst & Young à fêter le dixième anniversaire de l'Entreprise de l'année par la création d'un «Prix spécial du jury».

Thomas & Piron est aujourd'hui l'un des moteurs de la vie économique de la province de Luxembourg. L'effectif atteindra le millier de personnes en 2006. Pour les managers, les éléments déterminants de la croissance de leur entreprise résident dans la motivation du personnel et dans le développe-

ment des promotions relatives aux logements et immeubles. Ils n'hésitent pas à qualifier de «freins puissants» l'évolution de la législation et les lourdeurs administratives. Pas de quoi, cependant, décourager ces Ardennais que le jury a voulu récompenser d'une manière remarquable. ■ P.d.M.

CINQ SUR CINQ

Une privatisation passée inaperçue

par Yves Cavalier, rédacteur en chef

C'est bien d'une privatisation qu'il s'agit même si ce terme n'a jamais été prononcé. Le ministre des Finances a effectivement annoncé, en même temps que la taxation des Sicav de capitalisation, l'injection dans une Sicafi de bâtiments appartenant à l'Etat belge pour environ 560 millions d'euros. Une Sicafi, c'est une Sicav, un fonds de placement qui ne comprend que des immeubles, générale-

ment des immeubles de bureaux ou commerciaux. Selon le plan envisagé, l'Etat détiendrait un minimum de 25% de cette Sicafi et le public en aurait donc le solde.

Pourquoi en conserver une partie? Tout simplement parce que cette Sicafi va payer des dividendes et que l'Etat s'assurera ainsi une rente supplémentaire.

En d'autres termes, c'est aussi la gestion des im-

meubles de l'Etat qui va être privatisée car, pour attirer des investisseurs dans ce type de produit, il faut que leur rentabilité soit assurée. Cela veut dire aussi une gestion performante des loyers et du taux d'occupation des immeubles concernés. On en reparlera sans doute.

Pour l'instant, on retient que Guy Verhofstadt avait annoncé que l'Etat belge entrerait dans une nouvelle ère, c'est vrai également sur le plan fi-

nancier. Après avoir milité dans les années 1990 pour une gestion plus dynamique de la dette de l'Etat, voilà que la Belgique travaille à une gestion plus dynamique des actifs de l'Etat.

Après cela, il ne restera plus qu'à œuvrer pour une meilleure gestion de l'Etat lui-même. ■